



COMPTE ADMINISTRATIF 2016

NOTE DE PRÉSENTATION RETRAÇANT LES PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES



Introduction

Le compte administratif, soumis aujourd'hui à l'assemblée délibérante, présente les réalisations de l'exercice, en dépenses comme en recettes. Il retrace l'exécution de l'année budgétaire passée, contrairement au budget primitif qui formalise la prévision pour l'exercice à venir. Il présente les résultats comptable de l'exercice.

La présente note a pour vocation d'expliquer et d'analyser le Compte Administratif 2016 se rapportant au budget principal de la commune ainsi qu'aux comptes administratifs des 3 budgets annexes : la Mission d'Action Culturelle, le pôle des services et le lotissement Bertin.



I – LE COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DU BUDGET PRINCIPAL

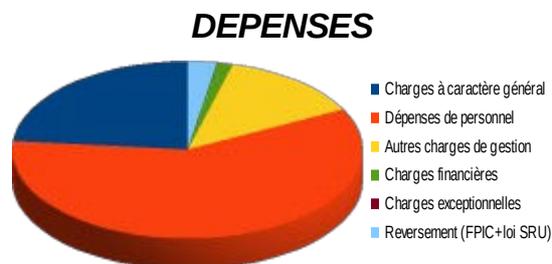
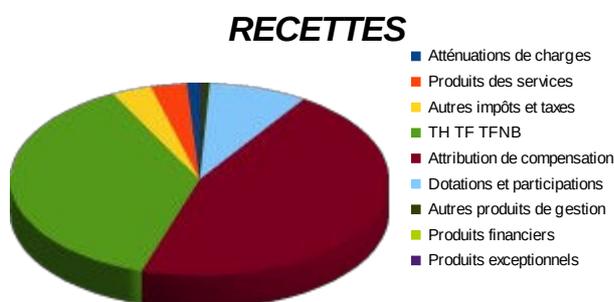
La note présentera tout d'abord une vue synthétique des sections de fonctionnement et d'investissement. Les éléments détaillés seront développés dans la seconde partie.

A - PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE : Fonctionnement et Investissement

1 - La section de fonctionnement

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses courantes qui doivent être couvertes par des recettes régulières et permanentes.

Recettes réelles de fonctionnement : prévisionnel 2016 : 20 465 794 € réalisé 2016 : 20 518 450 €
Dépenses réelles de fonctionnement : prévisionnel 2016 : 19 252 530 € réalisé 2016 : 18 298 887 €



RECETTES REELLES 2016		
Atténuations de charges	217 315	1,06%
Produits des services	636 273	3,10%
Autres impôts et taxes	703 543	3,43%
TH TF TFNB	7 686 370	37,46%
Attribution de compensation	9 368 570	45,66%
Dotations et participations	1 731 466	8,44%
Autres produits de gestion	133 661	0,65%
Produits financiers	4	0,00%
Produits exceptionnels	41 250	0,20%
TOTAL	20 518 450	

DEPENSES REELLES 2016		
Charges à caractère général	4 286 365	23,42%
Dépenses de personnel	10 820 530	59,13%
Autres charges de gestion	2 431 278	13,29%
Charges financières	259 135	1,42%
Charges exceptionnelles	4 495	0,02%
Reversement (FPIC+loi SRU)	497 085	2,72%
TOTAL	18 298 887	

Ainsi, les dépenses de fonctionnement représentent **1 455 €** par habitant (moyenne de la strate 2015 : 1 223 €). Les recettes de fonctionnement représentent **1 632 €** par habitant (moyenne de la strate 2015 : 1 335 €)

2 - La section d'investissement

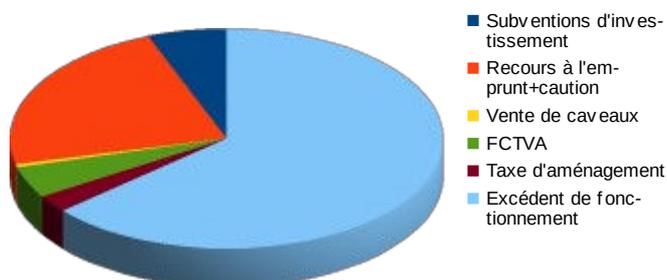
Recettes réelles d'investissement : prévisionnel 2016 : 4 727 705 € réalisé 2016 : 3 521 577 €
Dépenses réelles d'investissement : prévisionnel 2016 : 5 391 772 € réalisé 2016 : 3 184 927 €

Les dépenses d'investissement sont principalement composées du remboursement de la dette en capital et des dépenses d'équipement.

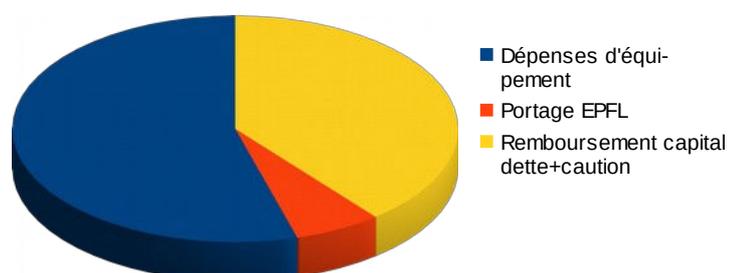


En 2016, le montant du recours à l'emprunt pour financer les investissements de l'exercice s'est élevé à 800 000 €.

RECETTES



DEPENSES



RECETTES REELLES 2016		
Subventions d'investissement	208 086	5,91%
Recours à l'emprunt+caution	804 625	22,85%
Vente de caveaux	14 904	0,42%
FCTVA	162 803	4,62%
Taxe d'aménagement	91 159	2,59%
Excédent de fonctionnement	2 240 000	63,61%
TOTAL	3 521 577	

DEPENSES REELLES 2016		
Dépenses d'équipement	1 735 477	54,49%
Portage EPFL	202 000	6,34%
Remboursement capital dette+caution	1 247 450	39,17%
TOTAL	3 184 927	

A ces écritures réelles s'ajoutent :

1) les résultats de l'exercice antérieur soit :

- un excédent de fonctionnement 2015 de + 6 036,29 €
- un déficit d'investissement 2015 de – 555 233,25 €

2) les écritures d'ordre :

- pour les amortissements : un montant de 595 029,80 € en dépense de fonctionnement et en recette d'investissement et également un montant de 37 957,46 € pour l'amortissement des subventions en recette de fonctionnement et dépense d'investissement.
- pour les travaux en régie (achat de fournitures) : un montant de 68 127,19 € en recettes de fonctionnement et en dépenses d'investissement.

3 - Le résultat de l'exercice 2016

L'excédent de fonctionnement 2016 s'élève à 1 736 654 € et l'excédent d'investissement 2016 à 270 362,10 €

Lors du vote du budget primitif le 09 février 2017, la reprise anticipée du résultat 2016 a été adoptée. Ainsi, l'excédent de fonctionnement a été affecté en investissement pour un montant de 1 730 000 € et 6 654 € ont été reportés en section de fonctionnement.

L'affectation de l'excédent de fonctionnement 2016 à la section d'investissement permet :

- 1) de financer les restes à réaliser (568 200 €)
- 2) de contribuer à financer les nouveaux programmes 2017.



B - PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DES DEUX SECTIONS

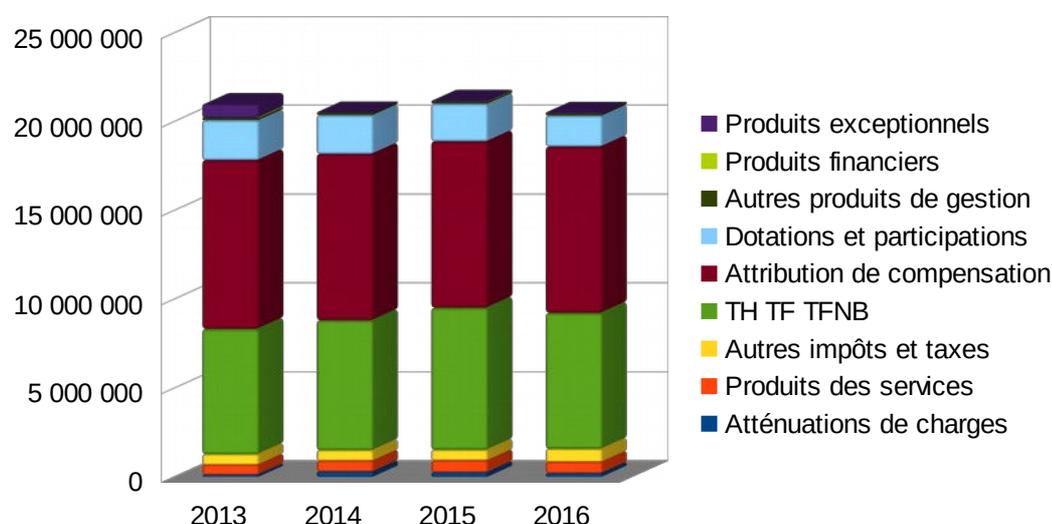
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1- LES RECETTES

- Recettes réelles de fonctionnement**

<i>prévisionnel 2016</i>	20 465 794 €
<i>réalisé 2016</i>	20 518 450 €

Présentation et évolution des recettes de fonctionnement de 2013 à 2016



	2013	2014	2015	2016	2015/2016
Atténuations de charges (1)	136 009	310 712	268 271	217 315	-18,99%
Produits des services	558 734	609 645	668 877	636 273	-4,87%
Autres impôts et taxes	585 363	584 875	591 223	725 846	22,77%
TH TF TFNB	7 060 905	7 321 948	8 006 510	7 664 067	-4,28%
Attribution de compensation	9 505 596	9 368 570	9 368 570	9 368 570	0,00%
Dotations et participations	2 243 568	2 176 890	2 108 096	1 731 466	-17,87%
Autres produits de gestion	137 546	145 364	124 573	133 661	7,29%
Produits financiers	5	52	3	4	16,67%
Produits exceptionnels (2)	784 551	12 936	62 112	41 250	-
TOTAL	21 012 277	20 530 992	21 198 235	20 518 450	3,25%

(1) atténuations de charges : IJ, participations de l'État pour les emplois d'avenir et les contrats uniques d'insertion, remboursement du CDG pour décharge d'activités syndicales.

(2) produits exceptionnels 2013 : 2 cessions foncières ont été réalisées en 2013 : une cession au profit de la MECS et la cession de la « SCI La Sablère » au profit de l'EPFL.



a) La fiscalité :

Depuis le passage en taxe professionnelle unique, en 2010, la Ville perçoit une attribution de compensation figée et a donc perdu le profit de la dynamique des bases fiscales économiques. Désormais, la fiscalité repose uniquement sur la Taxe d'Habitation, la Taxe Foncière et la Taxe Foncière Non Bâti.

Les taux sont identiques depuis 2010, soit

19,97 % pour la TH

23,23 % pour la TF

56,10 % pour la TFNB

L'évolution du produit fiscal est donc due à l'évolution des bases et la revalorisation des valeurs locatives, prévue chaque année dans le cadre de la loi de finances (+ 1 % en 2016).

Le produit fiscal perçu en 2016 s'élève à 7 664 067 € pour une prévision inscrite au Budget primitif de 7 668 000 €.

Rôles généraux - états 1288 – rôles perçus(1)					
	2013	2014	2015	2016	2015/2016
Taxe habitation	3 193 590	3 212 205	3 366 247	3 354 781	-0,34%
Majoration TH résidences secondaires	-	-	-	32 444	
Taxe foncière sur le bâti	3 781 819	3 915 087	3 989 582	4 215 810	5,67%
Taxe foncière non bâtie	48 158	43 999	44 744	44 972	0,51%
Totaux	7 023 567	7 171 291	7 400 573	7 648 007	3,34%

(1) A ces rôles généraux s'ajoutent des rôles supplémentaires et complémentaires, peu élevés en 2016, contrairement à 2015. En effet, en 2016, le montant total perçu par la commune pour les 3 taxes est de **7 664 067 €**, contre 8 006 510 € en 2015 (avec un montant exceptionnel de rôles supplémentaires et complémentaires s'élevant à de 605 937 €).

A noter également que sans la majoration de la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires, votée par le Conseil municipal en 2015, le produit fiscal aurait diminué. En effet, de nouvelles exonérations liées aux revenus modestes ont été appliquées par mesure gouvernementale.

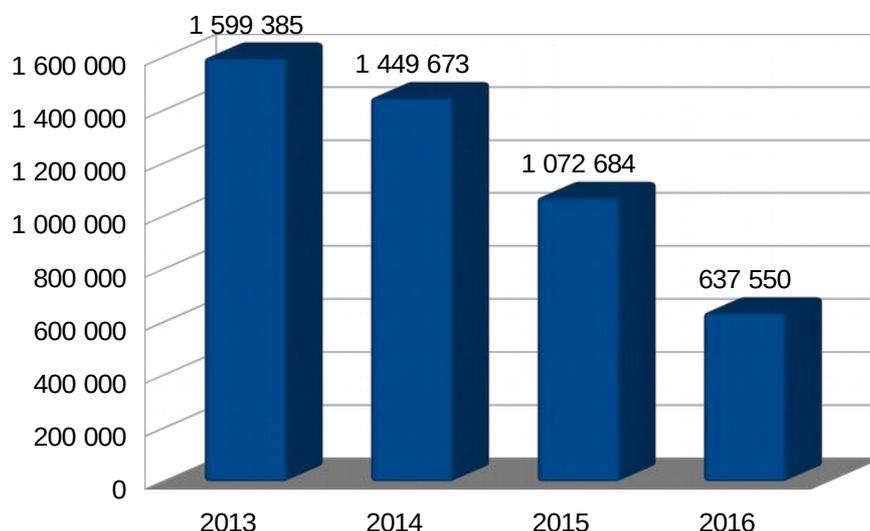
Ces mesures devraient être partiellement compensées en 2017, mais ces compensations seront bien inférieures au produit fiscal que la ville aurait dû percevoir.



b) La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Estimée à 670 000 € lors du vote du budget, la commune a perçu une DGF de 637 550 €.

Entamée en 2013, la baisse des concours financiers de l'État aux collectivités locales se poursuit et s'intensifie.



Entre 2013 et 2016 la perte annuelle pour la ville s'élève à près d'un million

c) Les autres taxes

Elles se décomposent ainsi :

	2013	2014	2015	2016
Taxe sur l'électricité	142 970	137 153	132 423	159 793
Taxe de séjour	14 165	14 032	31 593	37 641
Taxes emplacements publicitaires	21 896	21 762	21 236	21 947
Taxes droit de mutation	392 624	398 400	390 092	467 352

La taxe additionnelle aux droits de mutation a évolué de près de 20 % entre 2015 et 2016, le produit de cette taxe avait été estimé à 340 000 € lors du vote du budget et un montant de 467 352 € a été perçu.

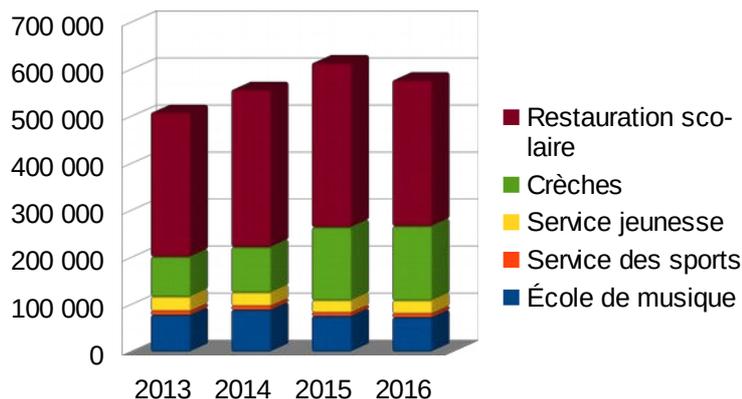
Pour rappel, les droits de mutation, aussi appelés droits d'enregistrement, sont les taxes perçues par les notaires lors des achats immobiliers, pour le compte de l'État et des collectivités locales. Ces droits sont versés à chaque changement de propriétaire d'un bien immobilier (vente ou donation).

Les droits de mutation pour la commune représentent 1,20 % de la valeur du bien.

Il s'agit d'une recette importante pour la ville, mais corrélé au marché de l'immobilier, il est particulièrement difficile de l'évaluer.



d) Les produits des services



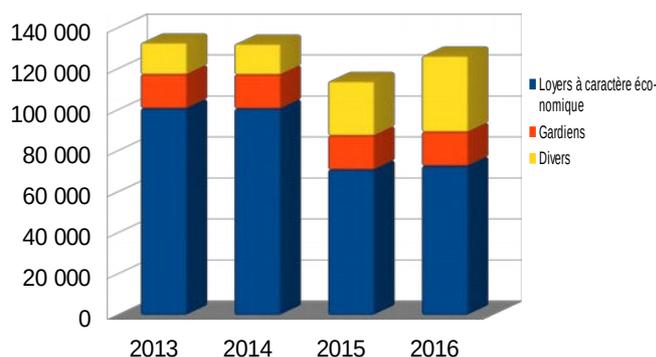
	2013	2014	2015	2016
École de musique	78 232	89 085	76 024	73 125
Service des sports	8 744	8 602	7 606	8 337
Service jeunesse	29 763	27 812	25 335	27 115
Crèches	84 988	96 821	155 493	158 226
Restauration scolaire	307 473	335 272	350 133	311 263

Les produits des services restent globalement stables, toutefois la baisse de près de 39 000 € pour la restauration scolaire s'explique par une diminution du nombre de repas servis en 2016 (6 578 repas de moins qu'en 2015).

En effet en 2016, 126 441 repas sur 136 jours d'école ont été servis contre 133 019 en 2015 sur 139 jours d'école.

De plus, l'année 2016 a été marquée par des mouvements sociaux d'ampleur qui ont conduit à 15 jours de grève (fonctions publiques Etat et Territoriale).

e) Les revenus des immeubles



	2013	2014	2015	2016
Loyers à caractère économique	100 822	100 693	70 964	72 764
Gardiens	16 587	16 587	16 587	16 587
Divers	15 431	14 971	26 530	37 129
Total	132 840	132 251	114 081	126 480



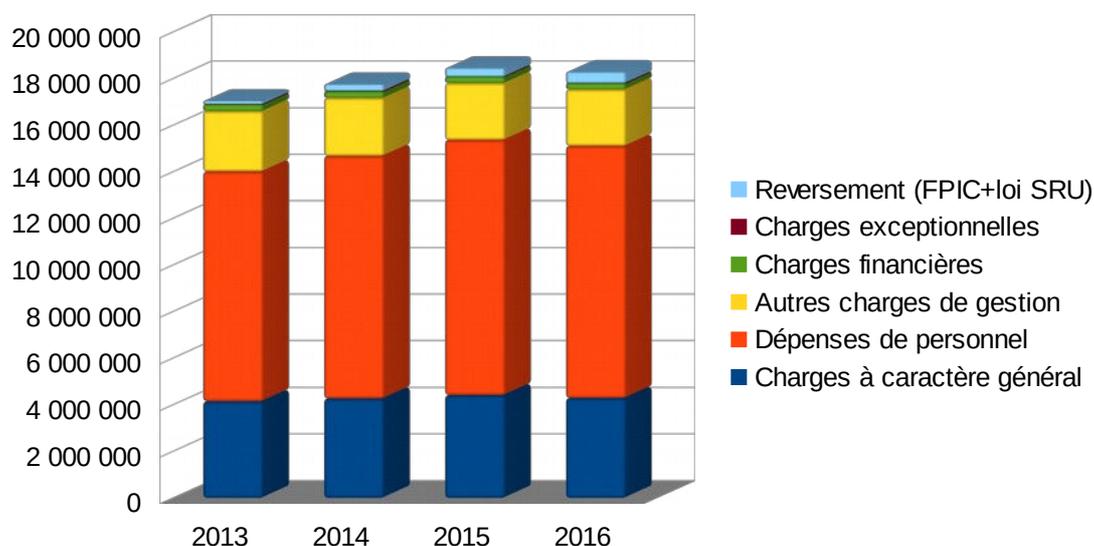
La diminution des loyers à caractère économique entre 2014 et 2015 est due au départ de la Sté LOCAM'S. La légère hausse des revenus des immeubles « divers » s'explique par de nouveaux contrats de location au centre technique, au logement de l'école Durroty et la maison « Moné ».

2- LES DEPENSES

- **Dépenses réelles de fonctionnement**

<u>prévisionnel 2016</u>	19 252 530 €
<u>réalisé 2016</u>	18 298 887 €

Présentation et évolution des dépenses de fonctionnement de 2013 à 2016



	2013	2014	2015	2016	2015/2016
Charges à caractère général	4 148 870	4 265 299	4 411 522	4 286 365	-2,84%
Dépenses de personnel	9 866 596	10 416 771	10 956 406	10 820 530	-1,24%
Autres charges de gestion	2 592 093	2 489 293	2 439 521	2 431 278	-0,34%
Charges financières	285 180	282 248	277 088	259 135	-6,48%
Charges exceptionnelles	12 343	15 576	782	4 495	-
Reversement (FPIC+loi SRU)	144 420	298 823	378 137	497 085	31,46%
TOTAL	17 049 502	17 768 010	18 463 456	18 298 887	-0,89%

Les dépenses de fonctionnement en 2016 baissent globalement (notamment les charges à caractère général et les dépenses de personnel), et cela malgré une hausse des reversements FPIC et pénalités loi SRU (cf infra).

a) Les charges à caractère général : 4 286 365 €

- **Charges à caractère général**

<u>prévisionnel 2016</u>	4 643 159 €
<u>réalisé 2016</u>	4 286 365 €



Les charges à caractère général correspondent principalement aux dépenses liées au fonctionnement des services, à l'entretien du patrimoine, aux prestations des services, à la DSP du centre de loisirs, aux assurances, à la téléphonie...

Ces dépenses ont baissé globalement de près de 3 % entre 2015 et 2016, conformément à la démarche de la collectivité pour préserver sa capacité d'autofinancement (réorganisation du transport scolaire du collège, transfert de la fête de l'école de musique, suppression des interventions CMR sur le temps scolaire, groupements de commandes, marchés...)

La contribution pour obligation de service public dans le cadre de la DSP du centre de loisirs a cependant augmenté.

	2013	2014	2015	2016
Montant DSP	799 271	865 376	985 031	1 009 657
Part DSP dans le chapitre 011	19,26%	20,29%	22,33%	23,56%

La contribution pour obligation de service public (COSP) a fait l'objet d'une revalorisation importante du fait de la réforme des rythmes scolaires.

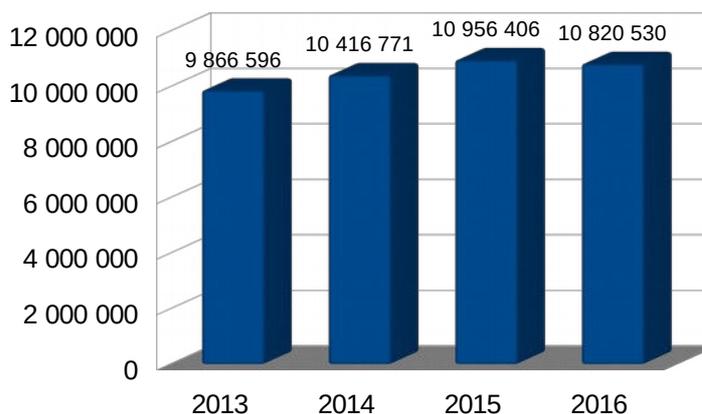
En 2014, la COSP a été réévaluée de 45 806 € suite à la mise en place des TAP durant un trimestre, en 2015 la variation était de 144 090 € pour une année complète. En 2016, le montant de la COSP a augmenté de 2,5 %.

b) Les dépenses de personnel

- **Dépenses de personnel**

<i>prévisionnel 2016</i>	11 287 400 €
<i>réalisé 2016</i>	10 820 530 €

Elles représentent 59 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles ont baissé de 1,24 % par rapport à 2015.



Cette baisse de 466 870 € présente un caractère inédit pour Ville. Elle découle d'une volonté de la Ville mais également de phénomènes plus aléatoires :



→ **Les décisions prises par les élus en 2015 pour préserver la capacité d'autofinancement :**

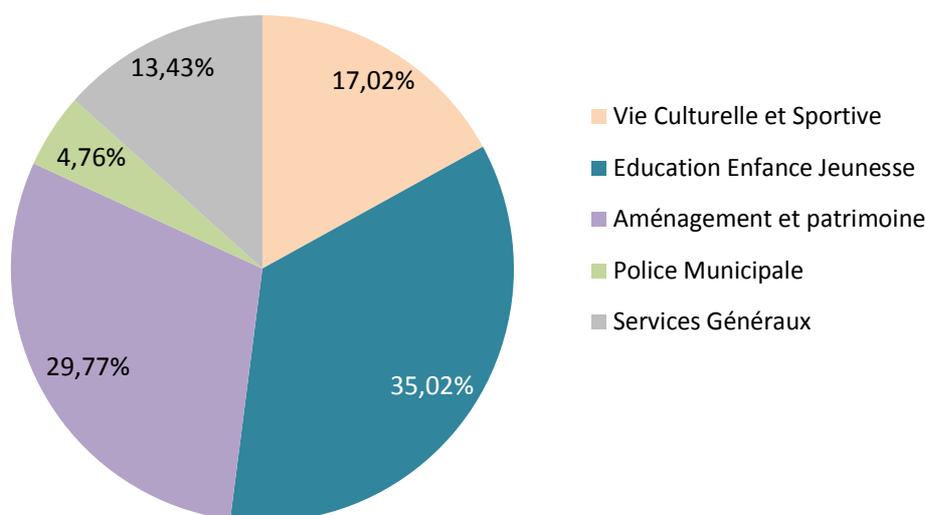
- impact en année pleine du non remplacement de départ d'agents de la collectivité
- renforts saisonniers restreints et limités pour l'essentiel au fonctionnement des plages
- efforts entrepris par les services pour contenir les coûts de remplacement tout en préservant leur bon fonctionnement

→ **Autres raisons de cette baisse :**

- de nombreuses journées de grèves au printemps 2016 (contre la loi travail), qui ont conduit à d'importantes retenues sur salaires
- l'absence d'épidémies fortes
- plusieurs vacances de poste suite à des départs d'agents de la collectivité
- l'absence de versement GIPA en 2016 (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat)
- l'absence de rachat de carrière CNRACL (pour d'anciens contractuels titularisés)

- Pour information répartition de la masse salariale par fonction

Répartition de la masse salariale 2016 par fonction





c) Les autres charges de gestion : 2 431 278 €

Autres charges de gestion : prévisionnel 2016 : 2 504 017 € réalisé 2016 : 2 431 278 €

Ce chapitre regroupe les contributions versées aux organismes (syndicats intercommunaux, SDIS, CCAS...), mais également les subventions aux associations.

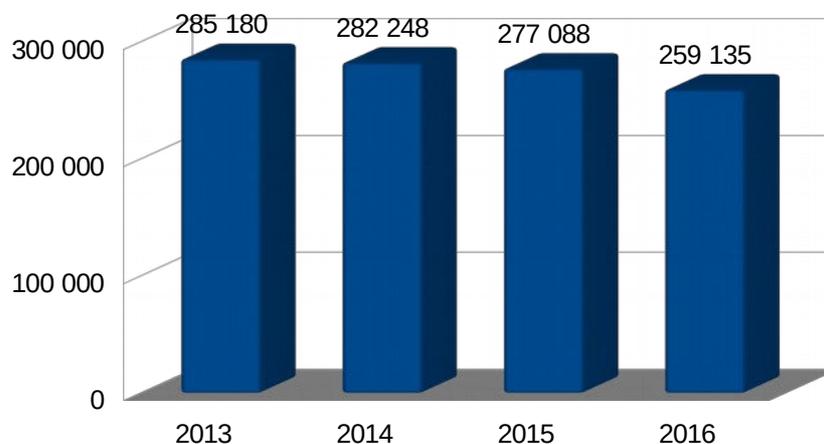
Ci-dessous les principales contributions versées :

	2014	2015	2016
SDIS	332 282	325 338	331 504
CCAS	450 000	480 000	480 000
STACBA	239 102	241 493	243 908
Subventions associations	459 342	462 757	466 418
Parc des sports	267 098	267 098	267 098

Conformément aux orientations, les subventions aux associations connaissent une grande stabilité en dépit du contexte financier.

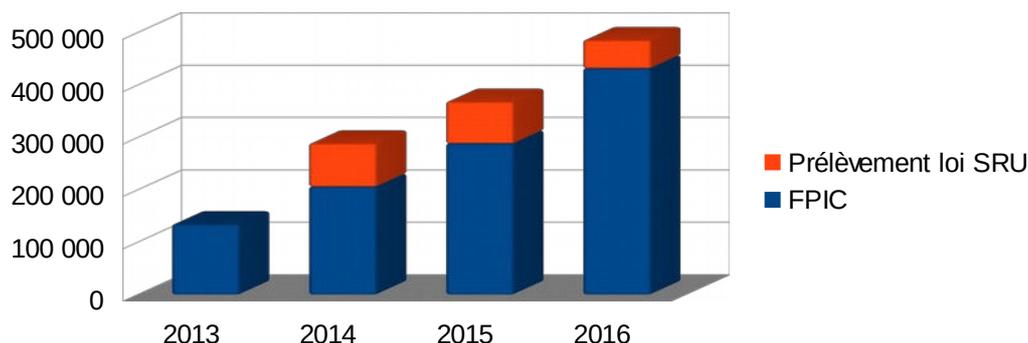
d) Les charges financières : 259 135 €

Les charges financières sont en baisse (intérêts de la dette, frais, ICNE):





e) Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) et les pénalités loi SRU



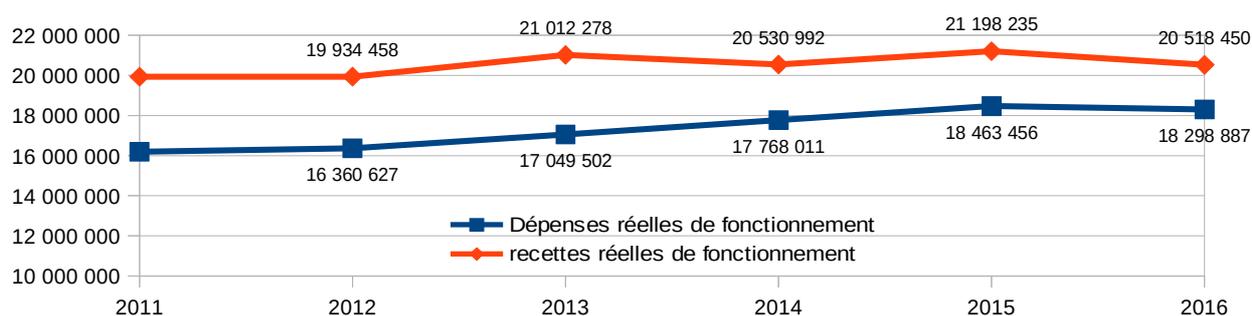
	2013	2014	2015	2016	Dépenses cumulées
FPIC	134 265	206 045	288 435	431 778	1 060 523
Prélèvement loi SRU		82 551	79 806	53 870	216 228
Total	134 265	288 596	368 241	485 648	1 276 751

Instauré en 2012, le FPIC connaît une hausse significative en 2016.

La participation « loi SRU » imposée en 2014 frappe les collectivités dont le parc de logements sociaux est inférieur à 25 % du parc global de logements (estimation 2016, 80 000 € pour un réalisé de 53 870 €).

La baisse du prélèvement loi SRU en 2016 est liée à la déduction des dépenses voirie engagées par la ville pour le programme de logements « clos du bois » rue du 11 novembre.

3 – L'évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement



Concernant les dépenses, comme nous l'avons vu précédemment, certaines charges ont pu être contenues, par le plan d'économie mis en œuvre en 2015 et poursuivi en 2016. Cela s'est traduit par une diminution des dépenses réelles de fonctionnement et parallèlement les recettes sont en baisse.

La différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement permet de dégager



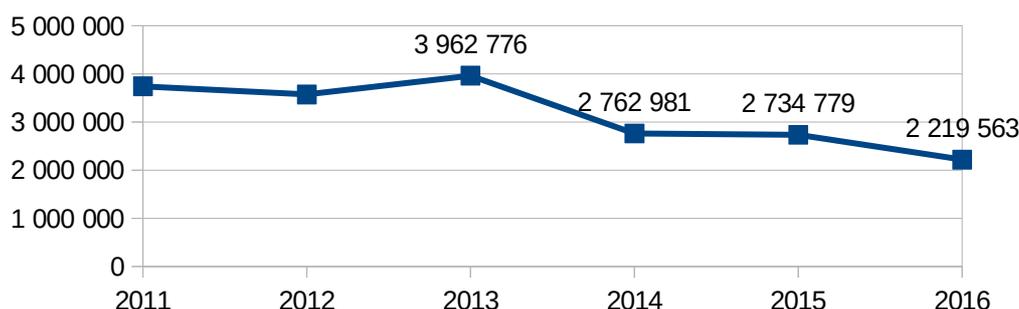
l'autofinancement / l'épargne¹

a) L'épargne brute ou capacité d'autofinancement brute (CAF brute)

L'épargne brute permet de financer le remboursement de la dette ainsi que les opérations d'investissements.

L'épargne brute est le solde des opérations réelles de fonctionnement.

Pour son calcul, les produits et charges exceptionnelles ainsi que les produits et charges financières sont pris en compte.



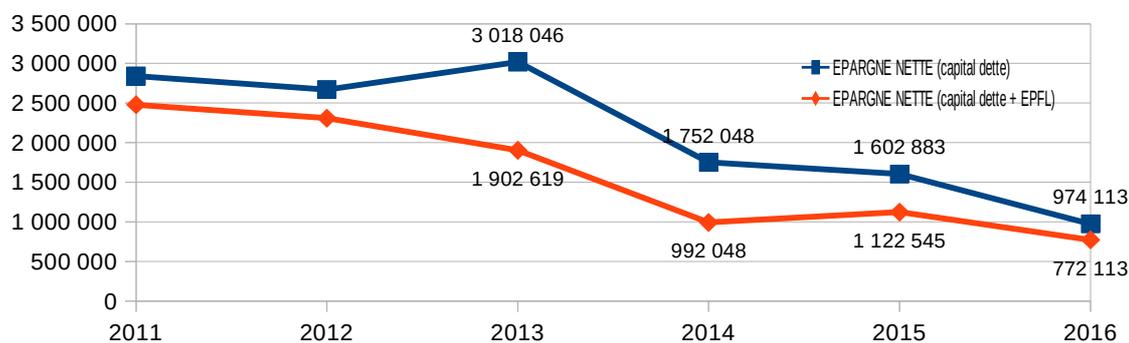
On peut observer que l'épargne brute connaît une baisse significative depuis 2014.

Pour rappel, en 2015, la commune a perçu un montant exceptionnel de rôles supplémentaires et complémentaires d'un montant de 605 937 €.

b) L'épargne nette ou capacité d'autofinancement nette (CAF nette)

L'épargne nette est égale à l'épargne brute moins le capital des emprunts.

On obtient ainsi l'épargne dégagée de la section de fonctionnement pour financer les investissements



¹ - Pour mémoire, l'épargne se calcule au niveau du compte administratif alors que l'autofinancement prévisionnel se calcule lors du budget prévisionnel).



II-LA SECTION D'INVESTISSEMENT

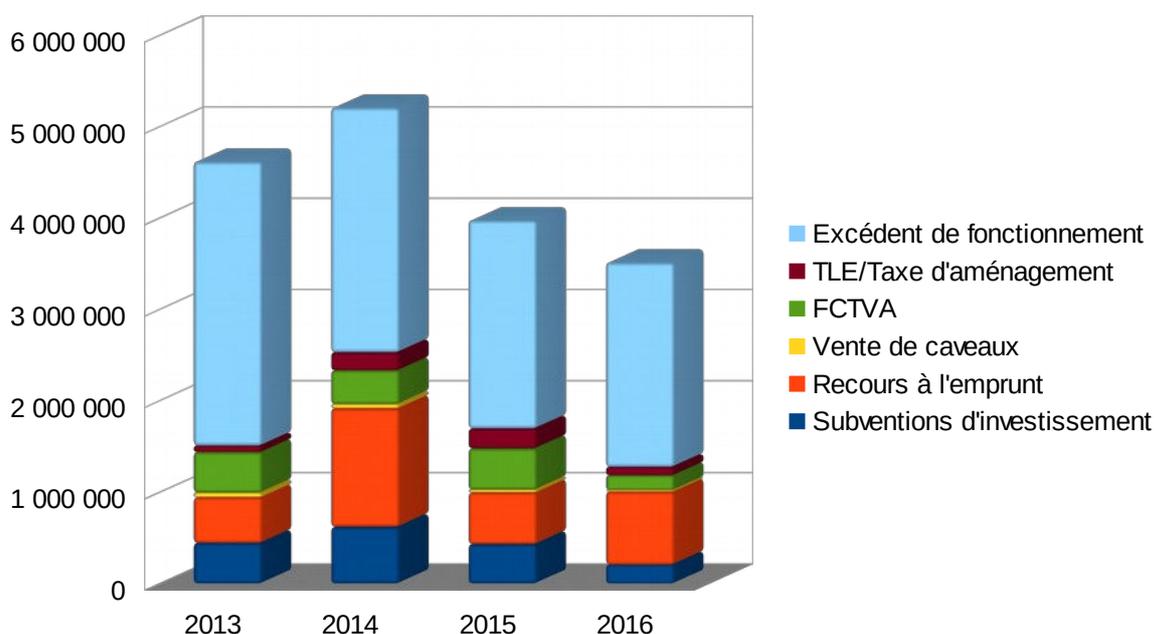
1- LES RECETTES

- Recettes réelles d'investissement**

<u>prévisionnel 2016</u>	4 727 705 €
<u>réalisé 2016</u>	3 521 577 €

Un recours à l'emprunt à hauteur de 1 888 000 € a été inscrit au budget 2016 et un emprunt de 800 000 € a été réalisé (cf infra)

Présentation et évolution des recettes d'investissement de 2013 à 2016



	2013	2014	2015	2016
Subventions d'investissement	445 464	621 015	432 794	208 086
Recours à l'emprunt	500 000	1 300 000	566 707	800 000
Vente de caveaux	50 683	44 456	28 631	14 904
FCTVA	444 036	368 372	451 753	162 803
TLE/Taxe d'aménagement	70 374	198 003	218 196	91 159
Excédent de fonctionnement	3 110 000	2 680 000	2 280 000	2 240 000
Total	4 620 558	5 211 846	3 978 080	3 516 952

- Taxe d'aménagement

On peut noter une baisse importante de la taxe d'aménagement en 2016 par rapport à 2015. De même, le produit perçu est inférieur à la prévision inscrite au budget 2016 (145 000 €). Cette prévision reposait pourtant sur les permis de construire délivrés par la ville. Le produit perçu devrait donc s'approcher de cette estimation.

Une rencontre avec la Direction Départementale des Territoires et de la Mer serait



nécessaire afin d'appréhender les modes de liquidation de la taxe par les service de l'État.

- Principales subventions d'investissement ou participations perçues en 2016 :

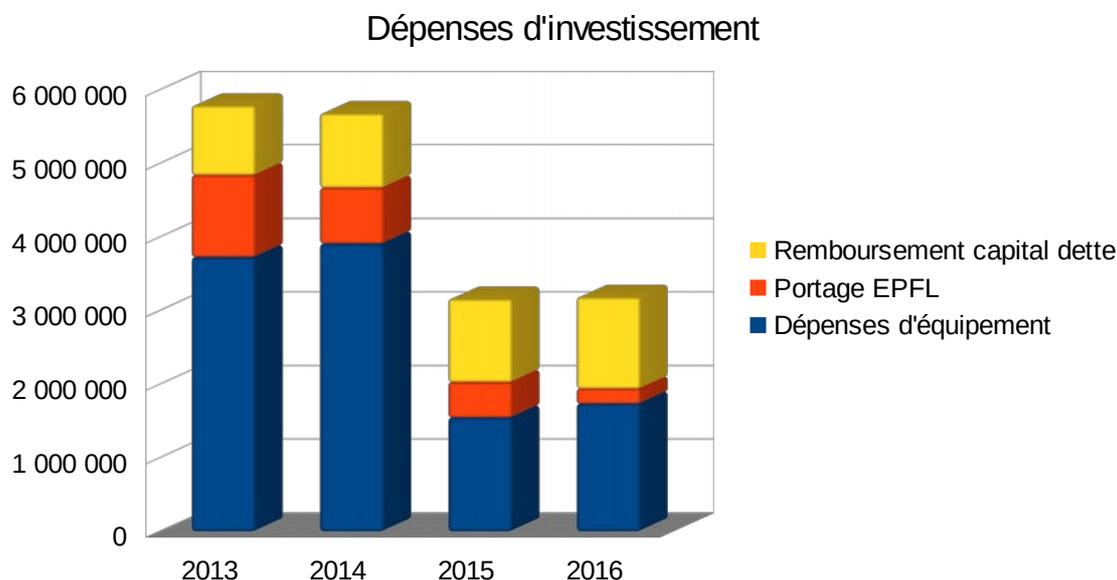
- l'offre de concours de la SATIS pour participer au financement de l'étude pré-opérationnelle en vue de la réalisation d'un ouvrage de type bassin de rétention des eaux pluviales sur le secteur de la rue des lièges (12 000 €)
- subventions de la CAF pour l'acquisition de matériel pour les TAP (3 912 €)
- subventions du département pour l'arrachage de la jussie (11 250 €)
- subventions de l'agence de l'eau pour l'arrachage de la jussie (10 500 €) et natura 2000 (2 497,32 €)
- subventions de l'État pour l'acquisition de gilets pare balles pour la police municipale (2 000 €) et également le versement du fonds d'amorçage pour les PV électroniques (830 €)
- une participation d'un riverain dans le cadre des travaux de confortement du quartier Castagnet (32 343 €).

2- LES DÉPENSES

- **Présentation et évolution des dépenses d'investissement de 2013 à 2016**

- **Les dépenses réelles d'investissement**

<i>prévisionnel</i>	5 391 772 €
<i>réalisé</i>	3 184 927 €



	2013	2014	2015	2016
Dépenses d'équipement	3 725 927	3 909 478	1 546 754	1 735 477
Portage EPFL	1 115 427	760 000	480 339	202 000
Remboursement capital dette	944 730	1 010 933	1 131 906	1 245 450
Total	5 786 084	5 680 411	3 158 999	3 182 927



En 2016, certains programmes inscrits au budget n'ont pas été réalisés ou inscrits en restes à réaliser. La plupart de ces programmes ont été réinscrits au budget 2017.

Ci-dessous la liste des principaux programmes inscrits au budget 2016, non réalisés

Trambus	250 000
Voirie Dauphin	150 000
Glissement terrain quartier Castagnet	140 000
Accessibilité bâtiment	140 000
Voirie quartier des Forges	65 000
Nouvelle tranche cimetière paysager	130 000
Centre technique municipal	400 000
TOTAL	1 275 000

Pour mémoire principaux programmes d'investissement de 2013 à 2015 (hors portage EPFL)

- **2013 - 3 725 927 €**

- participations versées à la CCSX pour le solde de la voirie Conseillé, au Sydec pour les travaux d'éclairage public (Allende, Conseillé ...) au CBE pour la réalisation du pôle de coopération (2° acompte).
- acquisitions foncières : SCI La Sablère, Garcia et Garcia Belin
- voirie la Plaine, F Leclerc, stade interco, Ponsolle...
- bassin de rétention Lacroix
- un tractopelle
- jeux extérieurs (Forges + Poueymidou)
- maîtrise d'œuvre et début des travaux de la crèche St Exupéry

- **2014 - 3 909 478 €**

- participations versées au Sydec pour les travaux d'éclairage public (Jaurès, Gauguin ...) au CBE pour la réalisation du pôle de coopération (solde).
- confortement talus quartier Castagnet
- acquisitions foncières : Garcia et Garcia Belin
- pluvial Ducau et impasse Gayan
- parking et voirie accès crèche St Exupéry
- construction de la crèche St Exupéry

- **2015 – 1 546 754 €**

- Programmes de voirie et éclairage public (Jean Jaures, MECS, trottoirs Dauphin, Alouettes)
- Pluvial
- Acquisitions foncières (solde Garcia et Belin Garcia)
- Travaux bâtiments neufs (Crèche St Exupéry) et entretien du patrimoine bâti panneaux Photovoltaïques Biarrotte
- Plan numérique écoles



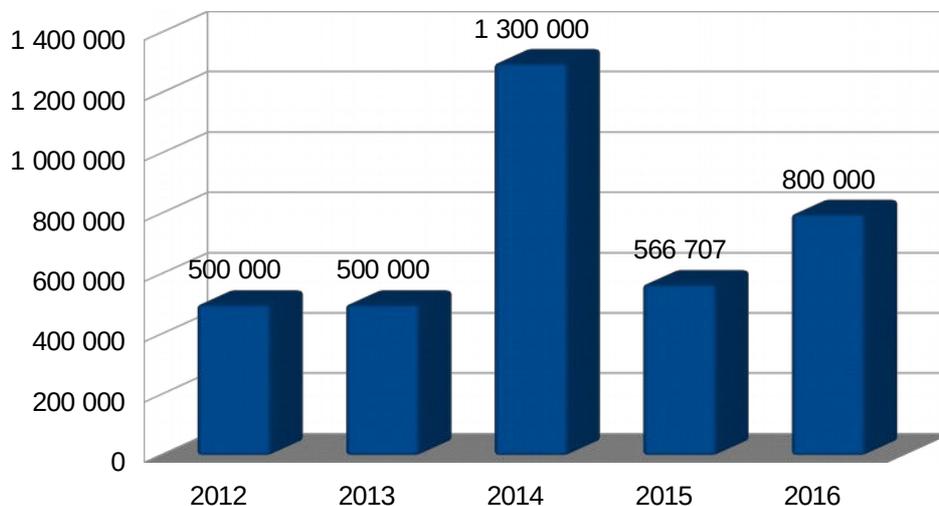
PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENT RÉALISÉS EN 2016 :

LIBELLE	MONTANTS TTC	DESCRIPTION
2031 Frais d'études :	18 275 €	
Environnement	1 073 €	Etude de zone estuaire de l'Adour (SPPPI)
Place Serpa	8 484 €	Relève topo / diagnostic / étude de sol
Aménagement voirie	2 970 €	Dauphin / 19 mars (AGI INFRA)
Voirie Dauphin	5 748 €	Etude restructuration (ECR environnement)
2051 logiciels	25 468 €	
Logiciels	25 468 €	Logiciels APEGE (DEEJ) / ASTECH (DAP) / biblire (médiathèque)...
204 Subvention d'équipement	170 908 €	
Participation construction FJTT	75 000 €	1° acompte
Participation pluvial (Boucau)	2 200 €	Etude hydraulique rue G Lassalle
Participation voirie (CCSX)	74 096 €	Solde voirie J Jaurès + giratoire Palibe
Participation EP SYDEC	19 611 €	
21 Immobilisations corporelles	1 400 929 €	
Acquisition Rosolin Lopez	50 000 €	
Plan de gestion environnement	4 800 €	Arrachage jussie (MIFEN)
Aménagement Castillon	2 215 €	Traverses et poutrelles pour aménagement
Aire de jeux	14 609 €	Mise aux normes
Glissement terrain quartier Castagnet	125 928 €	Confortement talus
Glissement terrain chemin de la forêt	3 191 €	Bornage / levé topo
Bâtiments		
Bâtiment HDV	3 480 €	Réparation avant toit
Bâtiment scolaires	40 093 €	Étanchéité / volets roulants / sol amortissant
Léo Lagrange	7 835 €	Menuiserie / porte chaufferie
Salle Biarotte	10 510 €	Contribution Enerlandes / diagnostic
Skate parc	38 904 €	
Médiathèque	15 512 €	Remplacement vitrage suite sinistre
Chaufferies	2 422 €	
Conformité sécurité	3 969 €	Diagnostic mise en sécurité EMM / extincteurs ...
Accessibilité bâtiments	11 488 €	Prélèvement amiante / diagnostic termites / accessibilité PMR sanitaires (MO)
Diagnostic amiante	4 039 €	
Diagnostic accessibilité	7 547 €	Élaboration agendas accessibilité programmée
Acquisition Garcia	240 000 €	Solde
Maison Belin Garcia	660 €	Diagnostic solidité charpente
Maison Vénus	1 416 €	Diagnostic
Voirie		
Mobilier urbain	9 922 €	Gabarit hauteur P Sémard (sinistre) / corbeilles / barrières
Signalisation horizontale et verticale	14 833 €	
Jalonnement directionnel	7 608 €	
Poteaux incendie	2 204 €	Remplacement poteau incendie impasse Derain
Voiries communales	7 617 €	
Voirie La Plaine	249 565 €	Phase 5
Place publique Viro	864 €	Parution annonce marché (JO)
Accessibilité voirie PAVE	1 987 €	Abaissement trottoirs passage piétons J Jaures / Grimau
Bassin Lénine	10 800 €	Étude géotechnique
Matériel		
Balayeuse	236 161 €	
Service espaces verts	17 168 €	Automotrice de désherbage / taille haie/ tronçonneuse / souffleur ...
Service magasin	6 242 €	Barrières / marteau perforateur / outillage
Service bâtiment	8 045 €	Outillage / ponceuse / visseuse / aspirateurs pour chantier amiante ...
Service mécanique	2 981 €	
Véhicules	49 057 €	Kangoo + renault master (service espaces verts)
Matériel informatique	52 827 €	VPI pour les écoles + PC pour les services
Mobilier		
Matériel et mobilier scolaire	5 614 €	Mobilier écoles J Jaurès et J Mouchet
Mobilier pour les services	10 181 €	Divers mobilier pour les services
Autres		
Matériel restauration scolaire	3 506 €	Glacières / tables élévatrices / bacs
Matériel pour activités sportives	1 271 €	Matériel pédagogique
Matériel pour police municipale	9 075 €	Radars pédagogiques / gilets pare balles / PVE
Matériel pour service environnement	3 496 €	Destructeurs électroniques d'insectes / sono pour poste MNS digue
Matériel pour structures petite enfance	1 996 €	Lits + matelas pour LPM
Acquisition documents médiathèque	48 561 €	
Matériel nettoyage locaux+restauration sco	7 027 €	Chariots inox / chaises pour restaurant O Duboy / aspirateur ...
Matériel pour équipe technique VCS	34 079 €	Tracteur / bâches et plots pour chapiteaux / matériel installations sportives ...
Matériel pour TAP	4 141 €	
Instruments de musique pour EMM	5 486 €	Saxophone / violons / hautbois / accordéon
23- Immobilisation en cours	119 898 €	
Crèche St Exupéry	719 €	Solde maîtrise d'œuvre St Exupéry
Centre technique	59 544 €	
Equipement aquatique	59 635 €	
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	1 735 477 €	



• Le recours à l'emprunt et la dette

a) Le recours à l'emprunt depuis 2012



Emprunts contracté au cours des 5 dernières années

2012 : taux fixe de 4,84 % sur 15 ans après de la caisse d'Epargne

2013 : taux fixe de 3,42 % sur 15 ans après du crédit mutuel

2014 : taux fixe de 3,29 % sur 15 ans après du crédit foncier (500 000 €)

2014 : taux fixe de 2,6 % sur 15 ans après de la Société générale (800 000 €)

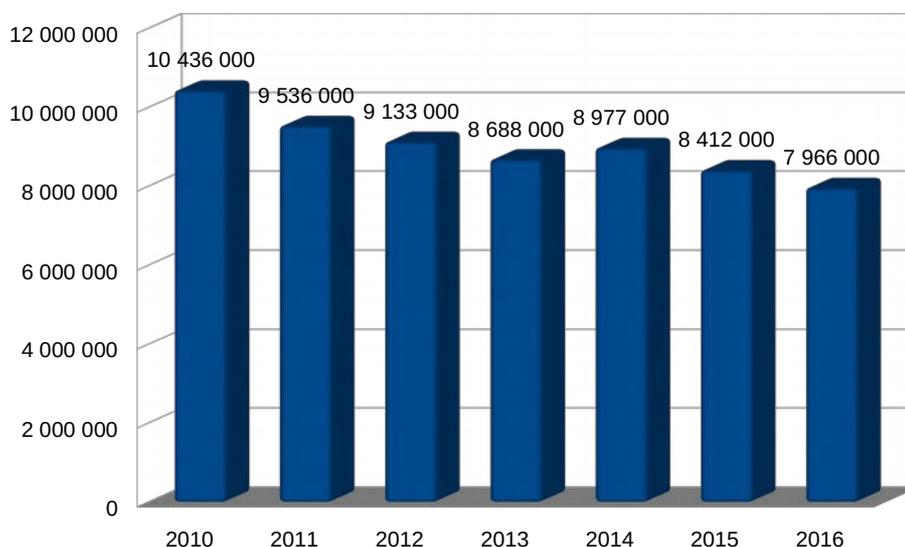
2015 : taux fixe de 1,7 % sur 15 ans après du crédit mutuel (400 000 €)

2015 : taux zéro auprès de la CDC dans le cadre du préfinancement du FCTVA (166 707 €)

2016 : taux fixe de 1,2 % sur 15 ans après de la banque postale (800 000 €)

b) L'encours de la dette

Un encours de dette maîtrisé :





En 2016, l'encours de la dette de la commune est de 633 € par habitant.

En 2015, l'encours moyen des communes de même strate est de 944 € par habitant (sources comptes des communes)

c) Le ratio Klopfer : le ratio de capacité de désendettement

		2012	2013	2014	2015	2016
1	Dépenses réelles de fonctionnement	16 360 627	17 049 502	17 768 011	18 463 456	18 298 887
2	recettes réelles de fonctionnement	19 934 458	21 012 278	20 530 992	21 198 235	20 518 450
3	Epargne brute (2-1)	3 573 832	3 962 776	2 762 981	2 734 779	2 219 563
4	Encours de la dette	9 132 566	8 687 836	8 976 903	8 411 714	7 966 265
5	Capacité de désendettement (4)/(3) (encours de la dette/épargne brute)	2,56	2,19	3,25	3,08	3,59

La capacité de désendettement mesure le nombre d'années qu'il faudrait à la commune pour rembourser son encours en y affectant la totalité de son épargne brute.

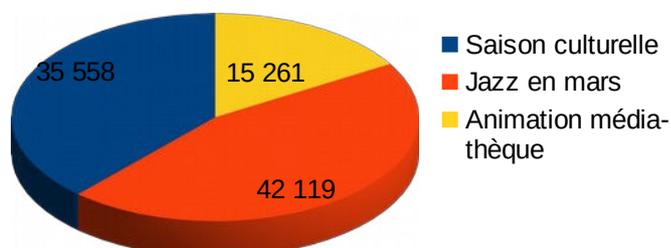
Le ratio 2016 est en légère hausse mais se situe en dessous de la moyenne des villes de même strate (soit 5,16 années).

Pour rappel, une capacité de désendettement inférieure à 5 ans est un signe d'endettement faible.

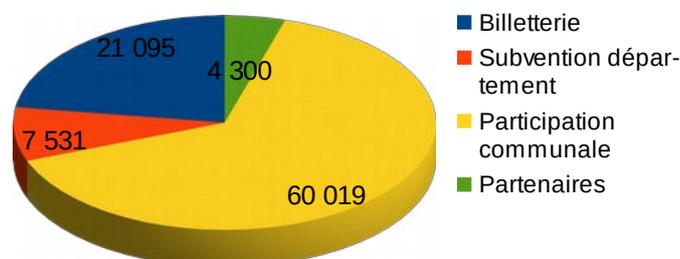


II – LE COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DE LA MISSION D'ACTION CULTURELLE

DEPENSES



RECETTES



Les dépenses 2016 de la Mission d'Action culturelle se sont élevées à : 92 937,49 €
 Les recettes 2016 de la Mission d'Action culturelle se sont élevées à : 92 945,21 €
 soit un excédent de 7,72 € qui a été reporté sur l'exercice 2017 lors du vote du budget (reprise anticipé du résultat).



III – LE COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DU LOTISSEMENT BERTIN

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES

Stock 2015	391 344 €
Intérêts prêts	30 653 €
Frais prêt relais	200 €
Total	422 197 €

RECETTES

Écritures stock au 31/12/2016	422 197 €
Total	422 197 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES

Écritures de stock au 31/12/2015	422 197 €
Remboursement prêts relais	398 000 €
Total	820 197 €

RECETTES

Stock 2015	391 344 €
Nouveau prêt relais	200 000 €
Excédent 2015 reporté	6 656 €
Total	598 000 €

En 2016, les deux prêts relais sont arrivés à échéance et ont fait l'objet d'un remboursement (398 000 € de capital et 30 653 € d'intérêt).

Un nouveau prêt relais de 200 000 € a été contracté dans l'attente de la vente de lots.

En 2016, une promesse de vente est intervenue avec la Société d'Équipement des Pays de l'Adour (SEPA) pour les lots 16, 17 et 18 pour un montant total de 443 445 € HT.

Le versement du prix de cession, intervenu début avril 2017, sera imputé sur l'exercice 2017.

Dans l'attente du versement du prix de vente pour les lots 16, 17 et 18 le résultat de l'exercice 2016 du budget annexe du lotissement s'est clôturé avec un déficit de : 222 197 €

Au 01/01/2016 le stock relatif aux terrains du lotissement était de 391 344 €, au 31/12/2016 le stock était de 422 197 €.

A la clôture de l'exercice 2016, il reste 3 parcelles disponibles.



IV – LE COMPTE ADMINISTRATIF 2016 DU POLE BERTIN

SECTION DE FONCTIONNEMENT

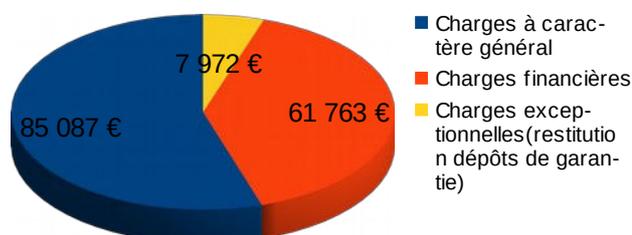
DÉPENSES

Charges à caractère général	85 087
Charges financières	61 763
Charges exceptionnelles (restitution dépôts de garantie)	7 972
Amortissements	196 571
TOTAL	351 393

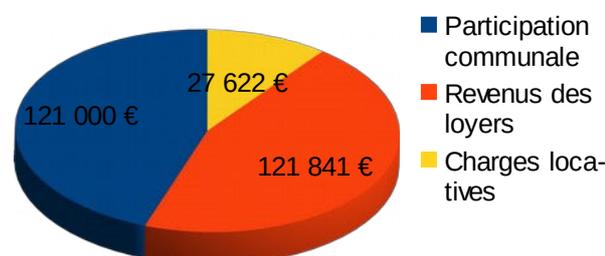
RECETTES

Participation communale	121 000 €
Revenus des loyers	121 841 €
Charges locatives	27 622 €
Amortissements subventions	91 674 €
TOTAL	362 136 €

DEPENSES REELLES : 159 021 €



RECETTES REELLES : 270 462 €



L'excédent de la section de fonctionnement 2016 (écritures réelles + écritures d'ordre) est de : 10 743 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES

Réfection peinture suite dégât des eaux	5 016 €
Remboursement du capital dette + caution	126 066 €
Déficit d'investissement reporté	13 863 €
Amortissements subventions	91 674 €
TOTAL	236 619 €

RECETTES

Excédent de fonctionnement 2015	18 306 €
Dépôts de garantie	11 136 €
Amortissements	196 571 €
TOTAL	226 013 €

Le déficit de la section d'investissement 2016 (écritures réelles + écritures d'ordre) est de : - 10 606 €.

Soit un résultat global de l'exercice de : + 137 €



V-LES ANNEXES

A – Les actions de formation des élus.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la collectivité est annexé au compte administratif et doit donner lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil. Ce débat permet de fixer les éventuelles nouvelles orientations de formation et de débattre des crédits consacrés à la formation.

En 2016, une enveloppe de 10 000 € a été inscrite au budget pour ces actions de formation mais aucune dépense n'a été réalisée.

B – Les informations financières essentielles à annexer au compte administratif selon les dispositions de l'article 107 de la loi NOTRe.

- 1) les données synthétiques sur la situation financière de la commune : les ratios
- 2) la liste des concours attribués par la commune sous forme de subventions.
- 3) la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune.
- 4) la liste des organismes pour lesquels la commune détient une part de capital, a garanti un emprunt, a versé une subvention supérieure à 75 000 €.
- 5) le tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune.
- 6) la liste des délégataires de service public.
- 7) le tableau des acquisitions et cessions immobilières.
- 8) état des engagements financiers de la commune envers l'EPFL



1) les données synthétiques sur la situation financière de la commune : les ratios.

Evolution des ratios communaux de 2014 à 2016 :

RATIOS 2014-2016

Informations financières - Ratios		TARNOS CA 2014	TARNOS CA 2015	TARNOS CA 2016
Ratios	POPULATION	12 262 hab	12 700 hab	12 575 hab
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 449	1 454	1 455
2	Produit des impositions directes / population	580	608	609
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	1 626	1 669	1 632
4	Dépenses d'équipement brut / population	319	122	138
5	Encours de la dette / population	732	662	633
6	Dotation globale de fonctionnement / population	118	84	51
7	Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonct	57,02%	58,05%	58,11%
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal	98,44%	98,32%	97,14%
9	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	91,47%	92,44%	95,25%
10	Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonct	19,04%	7,30%	8,46%
11	Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	43,72%	39,68%	38,82%

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant, les ratios 7 à 10 en pourcentage.

Ratio 2 : montant perçu au compte 73111

Ratio 7 : dépenses de personnel = dépenses du chapitre 012 *diminuées des recettes perçues au 6419*.

Ratio 8 : coefficient de mobilisation du potentiel fiscal : **indicateur général de la pression fiscale** : rapport entre le produit des 3 taxes (TH TF TFNB) et le potentiel fiscal (somme que produiraient les 3 taxes si on appliquait aux bases communales le taux moyen d'imposition).

Ratio 9 : **capacité de la collectivité à financer l'investissement** une fois les charges obligatoires payées. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée.

Ratio 10 : **effort d'équipement de la collectivité**.

Ratio 11 : **charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse**.



Comparaison entre les ratios de la commune et les ratios moyens des communes de même state :

Informations financières - Ratios		TARNOS CA 2016	MOYENNE DE LA STRATE 2015 / 2014**
Ratios	POPULATION	12 575 hab	10 000 à 20 000 hab
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 455	1 223
2	Produit des impositions directes / population	609	532
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	1 632	1 355
4	Dépenses d'équipement brut / population	138	268
5	Encours de la dette / population	633	944
6	Dotation globale de fonctionnement / population	51	206
7	Dépenses de personnel *** / Dépenses réelles de fonctionnement	58,11%	54,27%
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal		
9	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	95,25%	93,80%
10	Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement	8,46%	22,50%
11	Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	38,82%	69,67%

*chiffres 2015 sources « les comptes des communes »

** chiffres 2014 sources DGCL rapport de l'observatoire des finances locales



2) la liste des concours attribués par la commune sous forme de subventions.

SUBVENTIONS VERSÉES	PROPOSITIONS 2016	RÉALISE 2016
520 INTERVENTIONS SOCIALES	129 746,00	129 646,00
C.O.S	10 000,00	10 000,00
Contrôle judiciaire du Pays Basque ACJPB	300,00	300,00
FJTT	103 571,00	103 571,00
FJTT-Prog local de l'habitat	11 652,00	11 652,00
PARALYSES DE France	100,00	100,00
SECOURS CATHOLIQUE	300,00	300,00
SECOURS POPULAIRE DAX	150,00	150,00
SECOURS POPULAIRE COTE BASQUE	300,00	300,00
INDECOSA	170,00	170,00
M.R.A.P	150,00	150,00
France CUBA	153,00	153,00
BANQUE ALIMENTAIRE	800,00	800,00
A.P.A.J.H.	150,00	150,00
AD PEP 40 Pupilles de l'enseignement	250,00	250,00
Enseignement des enfants malades	150,00	150,00
Parents et amis de Matignon	100,00	0,00
Alliance 64	100,00	100,00
SOS famille Emmaüs	120,00	120,00
Handiplage	300,00	300,00
HANDI LOISIRS 104	300,00	300,00
Chômeur Landes Emplois solidarité	180,00	180,00
ALCOOL ASSISTANCE LANDES	150,00	150,00
LES BASCOS	150,00	150,00
LA CHAINE LANDAISE	150,00	150,00
025 AIDES AUX ASSOCIATIONS	31 350,00	30 100,00
COMITE DES FETES	27 000,00	27 000,00
CLUB DES AINES BARTHES	500,00	500,00
A.C.C.A	1 000,00	0,00
RENCONTRE ET AMITIE + PYRAMIDE	600,00	600,00
AMIS DE LA RESISTANCE - ANACR	300,00	300,00
Comité pour le dév. du concours de la déportation	100,00	100,00
Société Nationale de Sauvetage en mer	500,00	500,00
ADFI (asso défense famille et individu)	150,00	150,00
VAL D'ADOUR MARITIME	100,00	100,00
PESCADOUS DES LACS	700,00	700,00
ASAL LA PLAINE	250,00	0,00
COQUELICOUTURE	150,00	150,00
60- FAMILLE	30 100,00	30 100,00
TRAIT D'UNION	30 000,00	30 000,00
PRISAC ADOUR	100,00	100,00
114 PROTECTION CIVILE	450,00	450,00
PREVENTION ROUTIERE	450,00	450,00
20 ENSEIGNEMENT	28 160,00	24 208,00
Subventions Voyages Scolaires	10 000,00	6 048,00
Coopérative scolaire J. MOUCHET		1 392,00
Coopérative scolaire F. CONCARET		1 248,00
Coopérative scolaire élémentaire J. JAURES		2 256,00
Coopérative scolaire D POUEYMIDOU		1 152,00
Subventions Classes	13 160,00	13 160,00
Coopérative scolaire F. CONCARET	1 960,00	1 960,00
Coopérative scolaire H. BARBUSSE	560,00	560,00
Coopérative scolaire MATERNELLE J. JAURES	1 120,00	1 120,00
Coopérative scolaire élémentaire J. JAURES	2 240,00	2 240,00



SUBVENTIONS VERSÉES	PROPOSITIONS 2016	RÉALISE 2016
Coopérative scolaire J. MOUCHET	1 960,00	1 960,00
Coopérative scolaire O. DUBOY	1 120,00	1 120,00
Coopérative scolaire CH. DURROT	840,00	840,00
Coopérative scolaire R LASPLACETTES	1 120,00	1 120,00
Coopérative scolaire D POUYEMIDOU	2 240,00	2 240,00
FOYER SOCIO EDUC LANGEVIN WALLON	5 000,00	5 000,00
833 PRESERVATION MILIEU NATUREL	700,00	700,00
HEGALALDIA	700,00	700,00
90 INTERVENTION ECONOMIQUE	117 000,00	117 000,00
COMITE DE BASSIN D'EMPLOI	105 000,00	105 000,00
INTERSTICE (aide à l'insertion)	5 000,00	5 000,00
CBE-Circuit de proximité	7 000,00	7 000,00
33 ACTION CULTURELLE	24 250,00	24 250,00
CENTRE CULTUREL BOUCAU TARNOS	8 700,00	8 700,00
ACI GASCONHA PRIX LITTERAIRE	500,00	500,00
CHŒUR E. BONNAL	800,00	800,00
CERCLE DES AMIS DE L'ART	600,00	600,00
LA LOCOMOTIVE	13 500,00	13 500,00
AEOLIA Asso d'éducation populaire	150,00	150,00
40 ASSOCIATIONS SPORTIVES	107 290,00	107 290,00
A.S.T	37 980,00	37 980,00
B.T.S	27 000,00	27 000,00
ECOLE DE RUGBY	2 000,00	2 000,00
SICSBT	25 410,00	25 410,00
TENNIS CLUB LA PALIBE	1 200,00	1 200,00
TENNIS CLUB LA PALIBE Exceptionnelle	1 000,00	1 000,00
V.C.T.	6 000,00	6 000,00
V.C.T. Projet Essor	2 000,00	2 000,00
RANDO ET TOURISME	200,00	200,00
ASCT Tennis	700,00	700,00
ASCT Tennis Loyer court	1 800,00	1 800,00
AMICALE DES BARTHES (ALTB)	1 500,00	1 500,00
AEROFITS	250,00	250,00
TREC	150,00	150,00
DISC GOLF	100,00	100,00
	1 000,00	0,00
Les éleveurs du Seignanx	1 000,00	0,00
NOUVELLES DEMANDES	38,00	2 674,00
CHAMBRE DES METIERS CHARENTE MARITIME	38,00	0,00
RESERVE ▶	916,00	
NATHAN LE COMBAT D'UN ANGE		650,00
SUBV EXCEPTIONNELLE AST		700,00
CAPBRETON SAUVETAGE COTIER		100,00
AMICALE ANCIEN GUERRILLEROS ESP		300,00
CCAS LIVRES + CD SOLIDARITE LOCALE		424,00
TRAVAIL DE MEMOIRE JEAN JAURES		300,00
TRAVAIL DE MEMOIRE ECOLE DES FORGES		200,00
	471 000,00	466 418,00



3) Présentation agrégée des résultats

COMMUNE DE TARNOS - CA 2016

IV - ANNEXE	IV
PRESENTATION AGREGEE ET CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 - PRESENTATION AGREGEE ET CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 - BUDGET PRINCIPAL				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 128 105,00	3 846 244,92		
RECETTES	6 128 105,00	4 116 607,02		
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	20 652 930,00	18 893 916,93		
RECETTES	20 652 930,00	20 630 570,93		
2 - BUDGETS ANNEXES				
POLE DES SERVICES BERTIN				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	252 500,00	236 618,82		
RECETTES	252 500,00	226 012,86		
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	389 870,00	351 393,21		
RECETTES	389 870,00	362 135,86		
MISSION D'ACTION CULTURELLE				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	93 350,00	92 937,49		
RECETTES	93 350,00	92 945,21		
LOTISSEMENT BERTIN				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	826 000,00	820 196,57		
RECETTES	826 000,00	598 000,00		
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	462 000,00	422 196,57		
RECETTES	462 000,00	422 196,57		
3 - PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES				
(avant la neutralisation des flux réciproques)				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	7 206 605,00	4 903 060,31		
RECETTES	7 206 605,00	4 940 619,88		
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	21 598 150,00	19 760 444,20		
RECETTES	21 598 150,00	21 507 848,57		
TOTAL GENERAL				
DES DEPENSES	28 804 755,00	24 663 504,51		
TOTAL GENERAL				
DES RECETTES	28 804 755,00	26 448 468,45		



4) liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part de capital :

NOM DE L'ORGANISME	NATURE JURIDIQUE	MONTANT
EOLE	Sté coopérative d'intérêt collectif	4 100,00
CAISSE D'EPARGNE DES PAYS DE L'ADOUR	Sté locale d'épargne	196,00
SCIC PERF (pôle étude recherche formation)	Sté coopérative d'intérêt collectif	3 000,00
COL (comité ouvrier du logement)	Sté coopérative d'intérêt collectif HLM	1 525,00

b) a une garantie d'emprunt :

NOM DE L'ORGANISME	NATURE JURIDIQUE
XL HABITAT	Office public HLM
COLIGNY	Entreprise sociale pour l'habitat
COL (comité ouvrier du logement)	Sté coopérative d'intérêt collectif HLM
COMITE DE BASSIN D'EMPLOI	ASSOCIATION

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 €

NOM DE L'ORGANISME	NATURE JURIDIQUE	NATURE	MONTANT
FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS TARNOSIENS	ASSOCIATION	FONCTIONNEMENT	115 223
COMITE DE BASSIN D'EMPLOI	ASSOCIATION	FONCTIONNEMENT	112 000



5) Tableau de l'encours des emprunts garantis

IV - ANNEXES - ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES

COMMUNE DE TARNOS - CA 2016

B1.1 - EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

IV

Designation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Tx	Index	Taux actuariel	Tx	Index	Taux actuariel			Intérêts	Capital
Totaux généraux					10 451 102,18	5 916 819,75										140 689,25	401 978,52	
Autres que collec. ou étab. pub.					537 500,00	497 457,64										15 124,92	20 970,38	
CBE	2014	C	POLE DE COOPER, CAISSE D'EPARGN		537 500,00	497 457,64	20 an(s)	M		3,10			3,10			15 124,92	20 970,38	
Totaux pour les empr. contractés pour des opé. de log.					9 913 602,18	5 419 362,11										125 564,33	381 008,14	
OPHLM	1980	C	LA CROIX 1° TRAN(CDC		5 335,72	0,00	37 an(s)	A		3,60			0,00			9,13	254,07	
OPDHLM	1977	C	LA CROIX 2° TRAN(CDC		483 004,22	0,00	40 an(s)	A		3,60			0,00			827,97	22 997,92	
OPDHLM	1977	C	LA CROIX 1° TRAN(CDC		33 233,89	0,00	40 an(s)	A		3,55			0,00			45,36	1 972,13	
OPDHLM	1978	C	LA CROIX 3° TRAN(CDC		541 851,36	25 790,41	40 an(s)	A		3,60			0,00			1 824,65	24 894,23	
OPDHLM	1978	C	LA CROIX I		134 719,20	6 156,73	40 an(s)	A		3,35			0,00			405,81	5 957,07	
SA COLIGNY	1988	C	37 LOGEMENTS CA/CDC		1 247 457,07	491 963,22	37 an(s)	A		1,52			0,00			22 591,20	48 403,74	
SA COLIGNY	1990	C	37 LOGEMENTS CA/CDC		26 190,13	12 359,21	34 an(s)	A		1,52			0,00			455,06	994,11	
COLIGNY	1994	C	LES OYATS 2° TRA/CDC		1 696 032,73	865 727,30	35 an(s)	A		1,95			0,00			18 290,16	72 229,92	
COL	1997	C	38 LOGEMENTS CE/CDC		104 947,39	62 349,93	35 an(s)	A		2,20			0,00			1 460,17	4 021,59	
COLIGNY	1998	C	LOGEMENT CENTR/CDC		325 518,96	183 042,56	32 an(s)	A		1,80			0,00			3 536,87	13 450,20	
SA COLIGNY	2012	C	20 LOGEMENTS CE/CDC		985 222,04	780 332,72	32 an(s)	A		2,20			0,00			18 446,32	58 136,23	

IV - ANNEXES - ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES

COMMUNE DE TARNOS - CA 2016

B1.1 - EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT IV

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année			Indice ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Tx	Index	Taux actuariel	Tx	Index	Taux actuariel		Intérêts	Capital
SA COLIGNY	1987	C	13 LOGEMENTS CA CDC		1 183 093,71	415 944,40	37 an(s)	A			1,27			0,00		19 593,54	48 073,95
COL	1998	C	14 LOGEMENTS A CDC		34 059,21	19 124,92	32 an(s)	A			1,95			0,00		399,67	1 370,78
OPDHLM	1978	C	LA CROIX 2° TRANI CDC		18 751,23	1 082,11	40 an(s)	A			2,30			0,00		49,22	1 057,77
OPDHLM	1979	C	LA CROIX 3° TRANI CDC		20 976,98	2 397,11	40 an(s)	A			2,30			0,00		81,77	1 158,29
OPDHLM	1978	C	LA CROIX 1° TRANI CDC		7 881,61	375,26	40 an(s)	A			3,60			0,00		26,55	362,24
OPDHLM	1981	C	LA CROIX 1° TRANI CDC		57 320,83	10 295,43	40 an(s)	A			3,60			0,00		455,39	2 354,21
OPDHLM	1981	C	LA CROIX 2° TRANI CDC		22 989,31	4 155,52	40 an(s)	A			3,60			0,00		216,83	917,20
OPDHLM	1981	C	LA CROIX 2° TRANI CDC		53 006,52	9 520,58	40 an(s)	A			3,60			0,00		421,11	2 177,02
COL	2000	C	CORSIERS PLA CDC		457 508,97	303 946,30	32 an(s)	A			2,20			0,00		7 058,03	16 872,93
COL	2000	C	CORSIERS PLA TS CDC		154 978,51	100 564,14	32 an(s)	A			1,80			0,00		1 913,75	5 755,14
COL	2004	C	PETIT JEAN PLUS CDC		206 989,00	162 734,85	35 an(s)	A			1,95			0,00		3 281,87	5 566,07
COL	2004	C	PETIT JEAN PLUS F CDC		98 693,00	88 619,23	50 an(s)	A			1,95			0,00		1 758,59	1 564,94
COL	2004	C	PETIT JEAN PLA I CDC		12 324,50	9 483,33	35 an(s)	A			1,95			0,00		142,51	345,33
COL	2004	C	PETIT JEAN PLA I F CDC		7 773,00	6 855,12	50 an(s)	A			1,95			0,00		101,35	134,56
COL	2007	C	GOYA PLAI CDC		106 315,32	89 548,53	35 an(s)	A			1,50			0,00		1 383,35	2 674,57
COL	2007	C	GOYA PLAI CDC		55 071,04	50 237,37	50 an(s)	A			1,50			0,00		766,38	854,49



IV - ANNEXES - ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES

COMMUNE DE TARNOS - CA 2016

B1.1 - EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

IV

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année			Catégorie d'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Tx	Index	Taux actuariel	Tx	Index	Taux actuariel			Intérêts	Capital
COL	2008	C	MITCHELL ARG1-ZA CDC		615 792,00	538 229,38	40 an(s)	A			1,55			0,00			8 542,80	12 918,97
COL	2008	C	MITCHELL ARG1-ZA CDC		64 286,00	54 522,93	40 an(s)	A			0,55			0,00			308,43	1 554,42
COL	2013	C	VILLA HORTENSIA'S CDC		68 022,00	63 908,08	40 an(s)	A			0,80			0,00			523,10	1 479,22
COL	2013	C	VILLA HORTENSIA'S CDC		42 213,00	40 289,62	50 an(s)	A			0,80			0,00			327,85	703,89
COL	2013	C	VILLA HORTENSIA'S CDC		81 042,00	76 870,23	40 an(s)	A			1,60			0,00			1 254,16	1 514,80
COL	2014	C	FJT2 8PLA I 40 ANS CDC		303 860,00	297 047,71	40 an(s)	A			0,55			0,80			1 671,23	6 812,29
COL	2014	C	FJT2 8 PLAI 50 ANS CDC		145 923,00	143 379,49	50 an(s)	A			0,55			0,80			802,58	2 543,51
COL	2015	C	CLAIR DE LUNE II 3 CDC		30 177,40	29 778,85	50 an(s)	A			1,60			1,60			482,84	398,55
COL	2014	C	CLAIR DE LUNE II 3 CDC		176 539,33	173 354,49	40 an(s)	A			1,60			1,60			2 824,63	3 184,84
COL	2015	C		CDC	6 776,13	6 665,38	0 an(s)	A			0,80			0,80			54,21	110,75
COL	2014	C	CLAIR DE LUNE II 1 CDC		52 484,99	51 366,43	40 an(s)	A			0,80			0,80			419,88	1 118,56
COL	2015	C	CLOS DU BOIS 1 PL CDC		97 797,72	95 844,28	40 an(s)	A			0,80			0,80			782,38	1 953,44
COL	2015	C	CLOS DU BOIS 1 PL CDC		41 884,67	41 257,54	40 an(s)	A			0,80			0,80			335,08	627,13
COL	2015	C	CLOS DU BOIS 1 PL CDC		61 950,78	60 924,82	40 an(s)	A			1,60			1,60			991,21	1 025,96
COL	2015	C	CLOS DU BOIS 1 PL CDC		43 827,71	43 316,60	40 an(s)	A			1,60			0,00			701,24	511,11





6) Liste des délégataires de service publication

NOM DE L'ORGANISME	NATURE JURIDIQUE	DOMAINE D'ACTIVITE
Association pour le centre de loisirs de Tarnos	Association	Accueil de loisirs sans hébergement

7) Tableau des acquisitions et cessions immobilières

Actes passés par la Commune de Tarnos avec	Date de l'acte /publication au service de le publicité foncière	Portage EPFL	prix	Désignation cadastrale	Nature	Destination initiale/utilisation
Syndicat des copropriétaires de la résidence de la plage III	Acte du 23 mars 2016 Publication le 14 avril 2016	non	1 €	AL n°666 (7 197m ²)	Voirie uhp1	Emprise rue des chevreuils, allée des prunus et allée des érables...
CESSION au CCAS	Acte du 06 juin 2016 Publication le 29 juin 2016	non	1 €	AI n°1694	Emprise d'un bâtiment Uhc	Régularisation de l'emprise du bâtiment « ex Pôle emploi »
CESSION au Département des Landes	Acte du 03 juin 2016 Publication le 09 juin 2016	non	gratuit	AT n°787 (13 521m ²)	Terrain Uhp1	Régularisation emprise cour du collège
SCCV « le clos du bois »	Acte du 1 ^{er} juin 2016 Publication le 13 juin 2016	non	1€	AD n°1869 (81m ²) et Ad n°1871 (21m ²)	Emprise giratoire Uhp1	Régularisation emprise giratoire
ROSOLIN/ DICHARRY/ LOPEZ	Acte du 26 septembre 2016 Publication le 05 octobre 2016	non	50 000€	AI n°189 (13 525m ²)	bois	Protection des espaces naturels et boisés
SCI LOUSTAUNAU	Acte du 28 novembre 2016 Publication le 22 décembre 2016	non	1€	AD n°1808	Uhc	Création d'un jardin partagé programme LOUSTAUNAU
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DES PAYS DE L'ADOUR (SEPA) (1)	Acte du 29 décembre 2016 En cours de publication	non	CESSION 528 233,57 € TTC	lotissement BERTIN : 1 lots 16 (parcelle AL n°623, 1 562m ²), 17 (parcelle AL n°622 et AL n°626, 1 684 m ²) et 18 (parcelle AL n°625, 1 971 m ²) .	Uéi	Acquisition pour le compte de l'Union des Industries Minières et Métallurgiques (IUMM) pour réaliser un pôle de formation des industries technologiques
M.HELLEUX (2)	Acte du 8 décembre 2016 Publication le 27 décembre 2016	non	CESSION 220 000 €	AL n° 432 (36a53ca) , et la moitié indivise de section AL n°433 (12a34ca)	Uéi	Installation d'un entrepôt

(1) budget annexe du lotissement Bertin, émission du titre de recette sur l'exercice 2017

(2) émission du titre de recette sur l'exercice 2017 du budget principal de la commune



8) Etat des engagements financiers de la commune envers l'EPFL

ACQUISITIONS RÉALISÉES		ECHEANCES DES PORTAGES FINANCIERS							
VENDEURS	PRIX	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
POMMARES	650 000 €	130 000 €	130 000 €		10 000 €				
DUPRAT	270 000 €	40 500 €	40 500 €	40 500 €	108 000 €				
D'ENCAUSSE DE GANTIES	600 000 €	90 000 €	90 000 €	90 000 €	240 000 €				
LA SABLERE	357 500 €	71 500 €	71 500 €	71 500 €	143 000 €				
LAGARDE	450 000 €				67 500 €	67 500 €	67 500 €	67 500 €	180 000 €
	2 327 500 €	332 000 €	332 000 €	202 000 €	568 500 €	67 500 €	67 500 €	67 500 €	180 000 €